

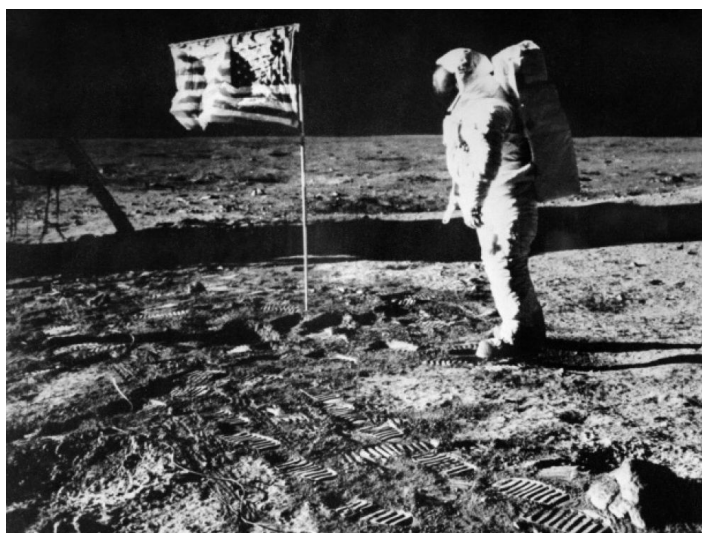
Fake news

Source

Sciences et Avenir
Margaux Abello
avec AFP
8 juillet 2019

1. Pourquoi la mission Apollo 11 est devenue un tournant dans l'histoire des « fake news »

Même 50 ans après, la légendaire rumeur attestant que « *l'humain n'a jamais marché sur la Lune parce que les images de la Nasa ont été tournées dans un studio à Hollywood* », est encore bien ancrée dans l'esprit de millions de personnes, chacune persuadée d'être manipulée. En ce sens, la conquête spatiale a marqué un tournant majeur dans l'essor des « fake news ».



L'astronave américain Edwin Aldrin sur la Lune auprès du drapeau américain, en juillet 1969. NASA/AFP/ARCHIVES - DSK

Il suffit de quelques clics pour trouver des milliers de sites internet qui remettent en cause la réalité de la mission Apollo 11. Plusieurs motifs sont avancés pour justifier cette mystification, notamment celui attestant que la Nasa serait incapable d'un tel exploit technologique en 1969, qu'il s'agissait en réalité de missions sans équipage humain. D'autres affirment que l'agence spatiale américaine souhaitait dissimuler la complicité avec des extraterrestres ou la découverte d'une civilisation lunaire.

La Nasa accusée d'avoir falsifié les photographies

Selon les sceptiques, les photos et vidéos communiquées par la Nasa seraient en totale contradiction avec ce qui est connu de l'espace. Parmi les prétendues anomalies détectées, il y a l'absence d'étoiles dans le ciel sur les clichés, la lumière et les ombres trahiraient une « *magouille* »,

l'effet d'ondulation du drapeau planté par Neil Armstrong alors qu'il n'y a quasiment pas d'atmosphère sur la Lune. À cela s'ajoute l'idée qu'aucun humain n'aurait survécu aux radiations meurtrières durant le voyage.



Si la communauté scientifique a depuis longtemps réfuté tous ces arguments en utilisant entre autres des images du site d'alunissage prises en 2009, les suspicions demeurent et sont même en hausse...

16% des Français croient en la théorie « du canular lunaire »

Chaque année, le nombre de complotistes augmente : le sondage réalisé par Gallup en 1999 a révélé que 6 % des Américains doutent de la réalité de l'événement, contre 5 % dans les années 70. Cependant, les doutes ne se limitent pas qu'à cette frontière : 25 % des Britanniques interrogés par TNS en 2009 sont persuadés de l'existence d'une conspiration, de même en Russie (57 %) d'après Vtsiom en 2018. En outre, une enquête a été menée en France par l'Ifop en 2017 montrant que 16 % de la population adhère à ces croyances.

Didier Desormeaux, le responsable du département Information et coopération internationale à l'Université France Télévisions, explique à l'AFP que l'objectif de remettre en question « *cet épisode de la conquête spatiale* » est « *d'ébranler les fondements même de la science et de la conquête de l'homme sur la nature* » étant donné que c'est « *un des événements majeurs pour l'humanité* ».

« Réinterprétation visuelle d'un fait d'actualité », le début des « fake news »

Si d'autres théories du complot s'étaient déjà appuyées sur des images, comme l'assassinat de JFK en 1963, Roswell ou les histoires d'OVNI, « *ce qui est nouveau c'est que cette rumeur repose sur le décryptage minutieux de tous les signes cinématographiques repérés sur les images expédiées par la Nasa* », fait part le co-auteur du livre *Le complotisme, décrypté et agir* publié par Réseau Canopé, en 2017. « *Il s'agit de la première théorie du complot construite entièrement sur la réinterprétation visuelle d'un fait d'actualité : c'est une mise en scène qui est dénoncée et non un fait que personne ne remet en cause* » tel que le décès de JFK.

Un schéma devenu malheureusement courant de nos jours : « *la même logique s'applique quand les théories complotistes expliquent que les tueries dans les écoles américaines sont jouées par des comédiens ou que Charlie Hebdo était une mise en scène* », précise M. Desormeaux. Dans ces raisonnements viciés, « *l'image anesthésie la capacité de réflexion* ».

La peur et la croyance, les carburants de ces rumeurs infondées

« *Le fait que les dénégations [de la réalité d'Apollo 11] perdurent ne devrait surprendre personne* », estime Roger Launius, ex-historien officiel de la Nasa, dans son dernier ouvrage *Apollo's Legacy*. Selon cet homme qui a consacré une grande partie de sa carrière à les combattre, « *les conspirationnistes ont creusé un vaste filon mêlant méfiance envers les institutions, critiques populistes de la société, et questionnements à propos de la création du savoir et de la critique des sciences* ». Leur succès tient au fait que ces rumeurs jouent sur « *nos peurs les plus secrètes* », souligne-t-il, et se sont nourries de la perte de confiance engendrée par la guerre du Vietnam puis le Watergate, du côté du sol américain, et à l'étranger, d'un fort sentiment anti-américain.

En outre, « *la force d'une telle théorie c'est qu'elle survit quoi qu'il arrive, car elle devient une croyance, qui s'accompagne d'un prosélytisme et donc d'une diffusion sans fin* », ajoute Didier Desormeaux. Mais un autre facteur a joué : « *Les médias, en particulier, ont nourri les doutes au fil des ans* », déplore Roger Launius, qui rappelle que la Nasa, après avoir longtemps refusé de commenter les théories complotistes, a dû se raviser après une émission de la Fox en 1978 qui les avait grandement popularisées. Ironie de l'histoire, note-t-il, ce sont des technologies (télévision et informatique) qui doivent beaucoup à Apollo 11 qui servent aujourd'hui à perpétuer ces croyances.

2. Hoax



En informatique, les canulars (appelés « *hoax* » en anglais) se trouvent souvent sous la forme de courriel ou de simple lettre-chaîne. Dans ce dernier cas, Internet ne fait qu'amplifier un phénomène qui existait déjà à travers le courrier traditionnel. Le mot hoax est une simplification du premier mot de l'expression « *hocus pocus* », signifiant « *tromperie* » ou « *escroquerie* ».

À la différence des pourriels qui sont la plupart du temps envoyés de manière automatisée à une liste de destinataires, les canulars sont, eux, relayés manuellement par des personnes de bonne foi à

qui on demande de renvoyer le message à toutes ses connaissances.

Quelques hoax connus

- **Bonsai Kitten** : un courriel révolté raconte le calvaire de chats, élevés en bocaux pour en brider la croissance à la manière des bonsaïs.
- **Cuire un œuf avec un portable** : deux scientifiques russes auraient réussi à faire cuire un œuf placé entre deux téléphones cellulaires grâce à l'énergie émise par ceux-ci.
- **Noëlie** : un hoax circule depuis plusieurs années à la recherche d'un donneur de moelle du groupe sanguin AB pour sauver une petite fille appelée Noëlie. Si le mail était une véritable recherche au départ, la petite fille n'a pu être sauvée et la chaîne continue de tourner malgré l'appel des parents et du CHU d'Angers qui continuent à être régulièrement appelés.
- **La nuit des deux lunes**. Depuis 2003, chaque 27 août, la nouvelle circule que la planète Mars s'approchera si près de la Terre qu'elle nous apparaîtra aussi grosse que la pleine lune. Il est vrai que, depuis 60'000 ans, jamais Mars n'avait été si proche de la Terre que le 27 août 2003. Cependant, son diamètre apparent était 70 fois plus petit que le disque de la pleine lune...

Comment reconnaître un hoax ?

Il existe plusieurs sites spécialisés qui recensent les canulars informatiques. Les deux plus connus en français sont www.hoaxbuster.com et www.hoaxkiller.fr.

Source
Nouvel Ordre
Mondial
22 février 2018



3. Le Chevalier Noir a de nouveau été filmé par la NASA

La station spatiale internationale semble avoir enregistré le mystérieux et ancien satellite connu sous le nom de « Chevalier Noir » flottant à proximité de la sonde Soyouz. Des observateurs, particulièrement attentifs, l'ont rapidement repéré.

Ce mystérieux et légendaire satellite (baptisé « Black Knight Satellite » en anglais) est le nom donné à un objet non identifié et filmé à l'aide d'une caméra par des astronautes de la NASA lors de la mission STS-88 de la navette spatiale Endeavour en 1998.



Les théoriciens du complot prétendent que ce satellite est d'origine extraterrestre et qu'il serait peut-être âgé d'environ 13'000 ans. Ainsi, depuis des milliers d'années, il tournerait autour de notre Terre en orbite quasi polaire.

Cette célèbre légende circule depuis les années soixante. Récemment, des images mises en ligne sur la chaîne YouTube « Section 51 », pourraient constituer une nouvelle preuve quant à l'existence de cet impressionnant vaisseau.

Une légende visible sous la vidéo se lit comme suit : « Des images qui ont fuité et qui ont été prises par ISS, nous montrent l'OVNI ou le satellite connu sous le nom de Chevalier Noir et qui serait âgé de 13'000 ans. Celui-ci est très proche du véhicule spatial Soyouz au moment où il s'approchait de la Station. »

Dans la vidéo, on peut voir un long objet noir et mystérieux en train de flotter près du vaisseau spatial Soyouz, qui se mettait à quai avec la Station Spatiale Internationale.

Alors que l'on entend des astronautes marmonner en arrière-plan, le Chevalier Noir semble rester à distance comme s'il surveillait attentivement ce qui se passait.

Certains des commentaires montrent que les internautes ont été globalement convaincus par l'authenticité de cette affaire.

AkumaGaming a écrit : « J'ai un drôle de sentiment sur le fait que cette chose n'est pas pilotée par quelqu'un, et qu'elle a été envoyée ici pour nous observer au cours de nos activités quotidiennes. »

La théorie du « Satellite Chevalier Noir » a été développée en 1963 quand l'astronote de la NASA Gordon Cooper a déclaré avoir vu un étrange satellite dans l'espace. Mais il y a eu un véritable black-out médiatique à son retour et l'agence spatiale américaine l'accusait d'avoir eu des hallucinations cosmiques.

Une décennie plus tard en 1973, Duncan Lunan, un chercheur écossais, étudia des données scientifiques norvégiennes datant de 1928. Il décrypta des « messages » captés dans l'espace qui suggéraient, selon lui, que le Chevalier Noir avait été envoyé par des extraterrestres d'Epsilon Boötis (une étoile de la constellation du Bouvier). Il s'agissait, prétend ce scientifique, d'un message de bienvenue à la Terre qui datait de 12 600 ans.

En 1998, les premières photographies présumées de ce satellite ont vu le jour et ont été prises par des astronautes sur la navette spatiale Endeavour, lors de son premier vol vers ISS.

La NASA a toutefois cherché à démystifier les affirmations en disant que le Chevalier Noir était en réalité une couverture thermique accidentellement larguée par une navette spatiale.

Source

Usbek & Rica

Vincent Edin

8 décembre 2018

4. « Les ambitions des trolls russes sont sans limites »

Cette trentenaire blonde aux traits sereins est l'un des pires cauchemars du Kremlin. En 2014, la journaliste de Yle, la télévision publique finlandaise, révèle l'existence d'une « troll factory » à Saint-Petersbourg, où sont produits sans arrêt des fake news diffusées dans le monde entier. Depuis, Jessikka Aro doit vivre cachée pour échapper aux menaces de mort et de viol. En 2019, elle sortira un livre pour raconter les histoires de tous ceux qui affrontent courageusement les trolls russes. En attendant, nous avons écouté, médusés, son histoire et son combat pour la vérité.



Vous êtes considérée comme une pionnière en matière de révélations sur les manipulations numériques. À quand remonte votre « goût » pour les fausses informations ?

Jessikka Aro : Dès le début de ma carrière, j'étais intéressée par la propagande et les manipulations. En 2008, j'ai fait mes premiers reportages sur la manière dont les djihadistes recrutent sur YouTube. J'ai pris conscience du fait que la manipulation dépassait les frontières : les prêches et les vidéos de terreur avec des scènes de torture étaient diffusés très largement, sans que l'hébergeur ne fasse rien. J'ai passé beaucoup de temps à observer leurs discussions en ligne pour comprendre comment les terroristes recrutent pour les combats en Somalie. La facilité avec laquelle les fausses informations circulaient m'a alertée. Et depuis dix ans, je n'ai jamais cessé d'investiguer sur leurs nouveaux territoires, leurs nouvelles méthodes.

Cela vous a donc menée en Russie, où vous avez découvert l'existence de trolls à l'échelon industriel, trois ans avant tout le monde. Comment s'est passée cette découverte ?

Il existe des liens historiques entre la Russie et la Finlande, où nous avons une très grosse communauté russophone. J'ai vécu et fait une partie de mes études en Russie et j'y ai travaillé. Mon quotidien de l'époque m'a fait comprendre que l'URSS n'a jamais vraiment disparu en ce qui concerne la culture du contrôle des médias. Il m'était très difficile de séparer la vérité des mensonges en regardant les informations. Pour une journaliste, c'est un problème professionnel majeur, fondamental. Et la vérité, en période de guerre, est encore plus dure à déceler. Lors de la crise en Ukraine, en 2014, les nouvelles du front nous arrivaient par des agences nationales et internationales. Le récit de la « vilaine Ukraine » et de la « Russie libératrice » me sidérait. J'ai cherché à savoir quelle était l'influence de la propagande russe en Finlande. On parlait sur nos chaînes de « pro-

Kremlin rebels » : on ne savait pas qu'il s'agissait en réalité d'agents de renseignement envoyés par le Kremlin ! En regardant les attitudes, les commentaires sur les sites de médias, je me suis dit que les trolls russes avaient clairement fait de la Finlande une de leurs priorités. Dès les années 2000, Poutine a financé l'arrivée de chaînes russophones et russophiles dans le pays. Ça m'a donné envie d'en savoir plus et de remonter jusqu'à la source.

Qu'avez-vous découvert sur place ? Et comment enquêter sur un bâtiment qui n'existe pas officiellement ?

J'avais entendu parler de la « troll factory » de Saint-Pétersbourg. Grâce à l'aide de fixeurs, nous avons pu faire des films de l'immeuble, trop bien gardé pour réussir y entrer. Nous ne savions pas ce qui se passait dans ce qui se présentait comme une agence de pub. Mais leur site Internet officiel n'avait pas de clients, pas de *paywall*, c'était très sommaire et ça sentait l'arnaque. Nous avons alors trouvé toutes les offres d'emplois pour rejoindre précisément ce bâtiment. On parle d'une organisation gigantesque et très complexe, pas uniquement une petite armée de hackers. Ils recrutaient autant des ingénieurs que des spécialistes des requêtes Google, des designers graphiques ou des rédacteurs. Surtout, les offres d'emplois précisaient qu'ils cherchaient des gens qui pourraient produire de la matière en russe et en anglais. La croissance de ces recrutements était très suspecte.

En planquant devant l'immeuble, nous avons constaté qu'il y avait plusieurs dizaines d'entrées et de sorties simultanées, à 9 heures et à 21 heures. C'étaient les remplacements pour pouvoir travailler 24 heures par jour... Aucune agence de pub ne fait cela ! On a tout filmé et nous avons pu en déduire qu'entre 300 et 400 personnes travaillaient là-dedans. Après, nous avons eu la chance de tomber sur des gardes qui nous ont pourchassés alors que nous prenions des photos. Ils nous ont hurlé d'arrêter au nom de la sécurité de l'État, que si nous continuions, nous aurions affaire au Kremlin. Il n'y avait plus de doute possible : il s'agissait bien d'une usine de propagande moderne.

Qu'avez-vous fait ensuite avec cette « preuve » ?

Persuadée qu'il y avait là beaucoup plus que ce que je pouvais voir, j'ai lancé une grande campagne de crowdsourcing et j'ai reçu des tas de témoignages édifiants. J'ai lu des messages de personnes disant que le compte Twitter de l'ambassade russe les pourchassait et les harcelait en ligne, d'autres me racontaient que leurs hashtags suspects étaient attaqués violemment, et certaines m'ont indiqué avoir quitté les réseaux sociaux à cause de cela.

En tout, j'ai interviewé plus de deux cents personnes aux profils variés : certaines étaient des internautes lambda, d'autres des journalistes ou des modérateurs de médias qui se faisaient violemment attaquer par les trolls toute la journée. Plusieurs personnes m'ont déclaré avoir cessé de croire dans l'existence de la vérité. Les trolls avaient gagné.

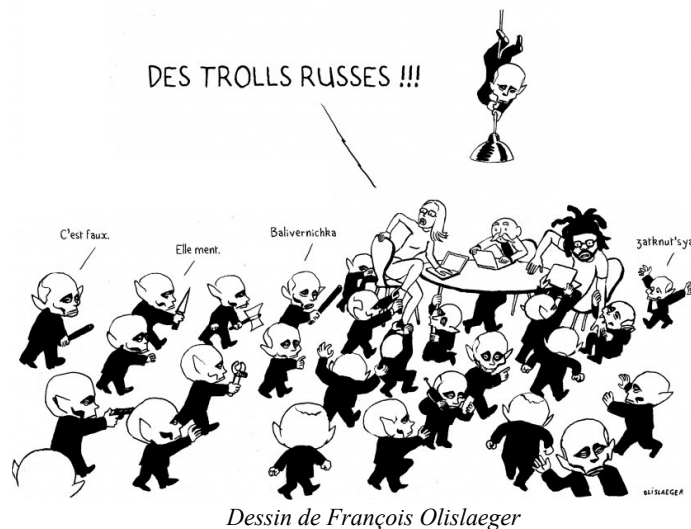
Concrètement, quelles méthodes emploient les trolls pour parvenir à leurs fins ?

D'abord, leur *storytelling* est empreint de la rhétorique de la guerre froide, avec une disqualification par l'extrême de l'adversaire. J'ai vu des tas de vidéos dans lesquelles ils traitent les Occidentaux et les Ukrainiens de nazis, de fascistes. Ils accusent l'Otan et les États-Unis des mêmes maux, aussi bien sur YouTube que sur les réseaux sociaux, notamment dans des groupes dédiés. Leurs vidéos contreviennent aux principes éthiques du reportage de guerre, puisqu'ils diffusent des images où l'on assiste à des morts en direct... De ce point de vue, le Kremlin reprend les codes esthétiques d'Hollywood et c'est terriblement efficace. J'ai notamment le souvenir d'une vidéo où l'Ukraine était dépeinte comme une ordure, et la Russie comme un libérateur, qui a fait 2 millions de vues en deux jours !

Ils mènent aussi des actions plus ciblées avec des groupes Facebook dans lesquels les vidéos de haine se répandent pour gagner les sympathisants un à un. Et dès qu'un membre émet des doutes sur la véracité de l'info, il est évacué du groupe. Ça arrive encore aujourd'hui. Par ailleurs, des comptes bots relaient en permanence des infos présentant le président ukrainien comme un meurtrier. Enfin, partout où ils interviennent, les Russes transmettent de fausses infos sur l'orientation sexuelle. Depuis des décennies, l'homosexualité est leur idée fixe. Dans l'atmosphère ultraconservatrice de la Russie actuelle, elle est vue comme quelque chose de dégénéré. Pour eux, c'est une déviance. Mais le fait que les rumeurs sur Macron et ses soi-disant amants aient si peu d'effet prouve que dans d'autres pays, vous n'êtes pas aussi arriérés qu'eux !

Comment expliquer un tel engouement si les méthodes utilisées par les trolls consistent en des manipulations aussi grossières ?

Parce que la plupart du temps, ils font un savant dosage : 50 % de vraies histoires et 50 % de *fake news*. C'est la raison pour laquelle des tas de journalistes se font avoir et reprennent ces fausses informations telles quelles. Prenez un site emblématique comme South Front : il s'agit d'un site contenant des infos sur la Syrie et d'autres terrains de guerre où les troupes russes sont impliquées. Certains articles reprennent des éléments si détaillés et exigent tant de connaissances du terrain qu'il devient quasiment impossible de démêler le vrai du faux... Regardez leur page Facebook : ils ont, aujourd'hui encore, des dizaines de milliers de fans qui partagent leurs infos, qui sont pourtant de la pure propagande. Ensuite, vous avez aussi un réflexe psychologique. De nombreuses personnes m'ont confié qu'elles comprennent qu'il s'agit de propagande mais qu'elles ne sont pas pour autant influencées. Mais d'autres relaient ces informations parce qu'elles y croient : ce sont les idiots utiles du Kremlin.



Vos reportages ont paru en anglais, en finnois et en russe, vous avez reçu le Bonnier Award du meilleur article de l'année 2016, puis vous avez été personnellement ciblée par les trolls qui ont essayé de vous faire taire. Une enquête est toujours en cours, donc vous êtes tenue à une certaine discrétion, mais pouvez-vous nous décrire ce qu'ils vous ont fait subir ?

En septembre 2014, j'ai commencé à subir les premières attaques de trolls. J'ai reçu des appels énervés de Russie et d'anciens pays de l'URSS comme l'Ukraine ou le Kazakhstan. Une fois, le coup de fil s'est limité à un bruit de balle de pistolet... Je bloquais les numéros mais cela revenait sans cesse. Puis la campagne de diffamation en ligne a commencé. Les trolls diffusaient des commentaires ou de faux articles accréditant l'idée que je n'étais pas une vraie journaliste, mais que j'étais un agent secret américain. Vieille ficelle du temps de l'URSS... Ils m'ont aussi accusée de propager une haine antirusse en Finlande. Cette manipulation a été plus efficace : j'ai reçu des SMS de contacts professionnels me disant que je devais aller en prison. Cela ne m'a pas empêchée de continuer à publier sur eux et leurs méthodes, car je voyais que les gens qui m'attaquaient étaient liés à Poutine.

Alors, les trolls ont continué en créant des groupes Facebook pour me dénigrer. Ils ont écrit des articles en finnois où je suis dépeinte comme une extrémiste de l'Otan, alors que je ne sais même pas si la Finlande devrait rejoindre cette organisation sur laquelle je n'ai aucun avis ! Ils ont également dit que j'étais une dealer, une droguée, que j'étais schizophrène, et ils ont transformé une photo en me coloriant les dents en marron pour accréditer l'idée que je prenais trop de drogues. Ça a marché : sur Twitter, les gens me parlaient de mes dents ! Les trolls ont même écrit à mes amis. Un de mes anciens amis m'a envoyé des menaces de mort sur le thème : « Le salaire des traîtres à la patrie, c'est la mort. » J'ai aussi reçu des menaces anonymes de mort et de viol de façon extrêmement fréquente. Heureusement, mon employeur a été extraordinaire dès le début. Au premier appel menaçant, un vendredi soir, je l'ai contacté et il est venu directement avec les personnes en charge de la sécurité chez nous. Ils m'ont tout expliqué et ont mis en place des procédures qui se sont révélées très efficaces. En plus, j'ai bénéficié de l'action et de la protection sans relâche de la police finlandaise, qui a tout de suite pris l'affaire au sérieux et s'est montrée extraordinaire.

Justement, la police finlandaise s'est dotée d'une brigade anti-haine en ligne. Est-ce vraiment efficace pour lutter contre la propagande ?

Oui, cela va servir. Ils remontent jusqu'aux coupables et arrivent, parfois, à leur faire cesser leurs activités. Mais ce n'est clairement pas suffisant. En réalité, les gens les plus vulnérables aux fausses informations sont ceux qui ont le plus de problèmes sociaux. Les chômeurs sont ceux qui se radicalisent le plus facilement. Il faudrait que davantage de travailleurs sociaux aillent leur parler pour faire de l'éducation à l'information. Après, la première des préventions reste journalistique : il faut davantage de vérifications en amont sur tout ce qui vient de Russie. Trop de journalistes couvrent des manipulations grossières.

Depuis vos révélations, les trolls russes ont été impliqués dans l'élection de Trump, le référendum sur le Brexit, les élections en Allemagne et sans doute beaucoup d'autres événements dont nous n'avons pas forcément conscience. On imagine que cela ne vous surprend pas. Mais quelles limites voyez-vous à leur action ?

Depuis l'affaire de la « troll factory », je reçois énormément d'appels à l'aide. Je donne des conseils à beaucoup de journalistes et de chercheurs. Mais ce que je note, hélas, c'est qu'ils ne s'y intéressent que quand leur pays est attaqué. Par exemple, depuis le débat sur le référendum d'indépendance en Catalogne, j'ai reçu des appels inquiets venant d'Espagne. Or, on ne doit pas traiter le problème localement mais globalement. En 2014, nous savions déjà que les trolls allaient attaquer partout, sans limites. Il faut prendre au sérieux les mises en garde de journalistes tels que nous ! *Mafia State*, le livre du journaliste britannique Luke Harding, qui raconte les agressions des Russes à son encontre quand il était reporter là-bas, aurait dû alerter plus de monde. Il faut qu'il y ait des réactions plus unanimes, plus sévères, à chaque nouveau scandale.

En France, à la suite de l'ingérence russe dans la campagne présidentielle 2017, l'exécutif souhaite instaurer une loi contre les fake news. Pensez-vous que cela soit une bonne idée et qui faut-il viser en priorité ?

Cela peut être une bonne idée si votre législation ne prend pas déjà en compte les fausses informations menaçant la sécurité nationale. On parle ici d'activités criminelles qui doivent être poursuivies comme telles. Après, au-delà de ceux qui écrivent ou filment les fausses infos, il faut que Facebook soit vraiment tenu pour responsable et coupable : ils laissent sur leur plate-forme des propos négationnistes au sujet de l'Holocauste ! On ne peut pas laisser passer cela au nom de la liberté d'expression. Idem pour les informations affirmant que tous les musulmans sont terroristes, ça aussi, ça ne peut pas passer ! Enfin, il faut aller chercher le mal à la racine : la « troll factory » de Saint-Petersbourg n'est toujours pas interdite ni fermée, malgré les demandes répétées d'Amnesty International. C'est une bataille qui continue. Récemment, une citoyenne russe a gagné son procès contre la « troll factory » à la suite de la publication d'un reportage. Elle a gagné un rouble mais a prouvé son existence légale. Il faut continuer.

Source
Siècle digital
Valentin Cimino
2 septembre 2019

5. OpenAI publie GPT-2 : un modèle d'IA capable de créer des fake news

Malgré les risques, les spécialistes estiment que ce modèle mérite d'être publié.

Initialement, OpenAI travaillait sur une intelligence artificielle qui avait pour mission de traduire des textes de manière très efficace et de fournir des réponses adaptées. Rapidement, les chercheurs se sont aperçus qu'ils avaient créé une machine à propagande, capable de fabriquer des fake news de toutes pièces. OpenAI vient de publier une version de son modèle GPT-2 et un rapport détaillant les conclusions à tirer d'une telle intelligence artificielle.

Malgré les risques, OpenAI décide de publier son modèle

En février dernier, OpenAI estimait qu'il était préférable de ne pas rendre public un tel modèle. Les experts en cybersécurité étaient à l'époque nombreux à soutenir que c'était une sage décision et qu'il s'agissait d'une précaution nécessaire pour éviter un déferlement de fausses nouvelles sur Internet. Pourtant, il semblerait que le laboratoire de San Francisco ait tout de même décidé de publier cette intelligence artificielle, en partie.

La moitié du modèle vient d'être publiée par les équipes d'OpenAI. Entre février dernier et aujourd'hui, l'entreprise à but non lucratif a consulté plusieurs établissements de recherche spécialisés dans la cybersécurité, sélectionnés pour étudier l'ensemble des implications du modèle. Dans le rapport récemment publié, nous découvrons qu'au fil du temps, OpenAI et ses partenaires estiment que le modèle mérite d'être reproduit à l'avenir.

Des experts identifient les menaces pour les contrôler

Les différents experts ayant étudié l'intelligence artificielle auraient aidé OpenAI à mieux comprendre et anticiper de potentielles utilisations malveillantes de GPT-2. Certaines menaces ont pu être analysées par des chercheurs de l'Université Cornell. Ces derniers ont par exemple observé que les lecteurs pensaient que les fake news publiées par GPT-2 étaient aussi crédibles que des articles publiés par le New York Times. Pas très rassurant...

Pour Peter Eckersley, directeur de la recherche au Partenariat sur l'IA : « le développement de GPT-2 a été une expérience très utile. Malgré tout, nous avons constaté que de nombreux éléments doivent être pris en compte pour décider quand et comment publier en intégralité, un modèle qui risque d'avoir des conséquences non intentionnelles ou des utilisations malveillantes ». Quoi qu'il en soit, ce modèle soulève de nombreuses questions.

Source
Siècle digital
Arthur Vera
30 juillet 2019

6. Une IA capable de détecter un texte rédigé par une IA

Des chercheurs du MIT-IBM Watson Lab, en collaboration avec l'Université Harvard ont développé un outil troublant. Il s'agit d'une IA capable de repérer du texte généré par une IA. Ce système baptisé GLTR (Giant Language model Test Room) permet de détecter si un texte, sous toutes ses formes, tweet, articles, a été rédigé par une IA ou un humain.

Selon les premiers résultats, GLTR aurait amélioré le taux de détection de faux textes de 54 % à 72 %, sans aucune formation au préalable. Cette prouesse technologique donne donc des résultats encourageants et pourrait largement aider à détecter des fake news. L'algorithme se base sur les distributions statistiques des mots du texte afin d'identifier les différences entre la rédaction humaine ou celle d'une IA. En principe un texte généré à l'aide d'une intelligence artificielle comportera une chaîne de mots plus prévisible que lorsqu'elle a été écrite par un humain.

As the Daughter of my most intimate freind I think you entitled to that knowledge of my unhappy story, which your Mother has so often solicited me to give you.
My Father was a native of Ireland and an inhabitant of Wales; my Mother was the natural Daughter of a Scotch Peer by an Italian Opera-girl I was born in Spain and received my Education at a Convent in France.
When I had reached my eighteenth Year I was recalled by my Parents to my paternal roof in Wales. Our mansion was situated in one of the most romantic parts of the Vale of Uske. Tho' my Charms are now considerably softened and somewhat impaired by the Misfortunes I have undergone, I was once beautiful. But lovely as I was the Graces of my Person were the least of my Perfections. Of every accomplishment customary to my sex, I was Mistress. When in the Convent, my progress had always exceeded my instructions, my Acquirements had been wonderful for my age, and I had shortly surpassed my Masters.
In my Mind, every Virtue that could adorn it was centered; it was the Rendez-vous of every good Quality and of every noble sentiment.
A sensibility too tremblingly alive to every affliction of my Freinds, my Acquaintance and particularly to every affliction of my own, was my only fault, if a fault it could be called. Alas! how altered now! Tho' indeed my own Misfortunes do not make less impression on me than they ever did, yet now I never feel for those of an other. My accomplishments too, begin to fade I can neither sing so well nor Dance so gracefully as I once did and I have entirely forgot the MINUET DELA COUR. Adeiu. Laura.

Par exemple, sur l'image ci-dessus, les mots qui sont statistiquement plus susceptibles de se trouver après le précédent sont surlignés en vert. Ceux en rouge ou jaune sont moins probables, quant à ceux en violet encore moins. Plus le résultat affiche un rendu jaune et vert, plus le texte risque d'avoir été rédigé par une IA, comme on peut le voir sur l'extrait en dessous.

You should start with your favorite website. There are a number of great websites that you could look through. This can be a bit of a challenge, but it's totally worth it. You'll find plenty of free sites, free videos, as well as many resources that will help you learn different things that may help out. A great example is the blog at Google+ where you can download any relevant content that you want at anytime. You can take any text you like, type in random keywords, and then find links to any blog-related blog from the site you're currently looking for. This can be a useful exercise to get you up to speed and get a sense for what people have done in the past which is a great place to start.

De telles initiatives peuvent être utiles sur Twitter, afin de détecter les bots qui nuisent

grandement aux élections dans le monde entier, mais notamment aux États-Unis. TNW note qu'il existe déjà le Botomètre afin de déterminer si un compte Twitter est géré par un humain ou un bot. Cet outil réussit à trouver la bonne réponse dans 95 % des cas.

Pour le moment, aucune de ces innovations n'est infaillible, cependant elles démontrent l'importance d'allier la puissance de l'intelligence artificielle à celle de l'homme pour s'attaquer sérieusement à ces problèmes.

Source
lebigdata.fr
Bastien L

7. Le Machine Learning ne peut détecter les Fake News selon une étude

Le Machine Learning ne permet pas aux ordinateurs de détecter efficacement les Fake News. C'est ce que révèlent deux études décevantes menées par les chercheurs du MIT...

Par le passé, plusieurs chercheurs ont démontré que les ordinateurs étaient capables de générer des Fake News de manière autonome grâce à l'intelligence artificielle. En contrepartie, on pouvait espérer que le Machine Learning permette au contraire d'entraîner les ordinateurs à détecter ces articles d'actualité fallacieux.

Il n'en est rien, si l'on en croit deux nouvelles études publiées par les chercheurs du MIT. Ainsi, selon Tal Schuster, étudiante en doctorat au MIT, même si les machines excellent pour détecter si un texte est rédigé par une IA, elles sont actuellement incapables de déterminer si un article est vrai ou faux.

Les systèmes de fact-checking basés sur le Machine Learning sont entraînés sur une base de données biaisée

Les systèmes de fact-checking entraînés grâce au Machine Learning peinent notamment à tenir compte des affirmations négatives. Par exemple, même si une IA sait que l'affirmation « Greg dit que sa voiture est bleue » est une vérité, elle ne pourra pas forcément comprendre l'affirmation « Greg n'a jamais dit que sa voiture n'était pas bleue ».

Selon les chercheurs, le problème est que la plupart de ces systèmes de fact-checking sont entraînés à l'aide de la base de données Fact Extraction and Verification (FEVER^o) regroupant des affirmations avérées. Or, cette base de données est corrompue par les biais humains. Elle a été créée par des personnes qui tendaient à écrire les fausses affirmations sous forme négative, et les vraies affirmations sous forme positive. De fait, les IA ont appris à considérer les phrases négatives comme fausses. Au lieu d'apprendre à discerner le vrai du faux, les machines ont donc appris à distinguer le positif du négatif...

La seconde étude menée par les chercheurs du MIT démontrent que le Machine Learning permet aux ordinateurs de détecter si les articles sont écrits par une machine, mais pas de séparer les vrais des faux. À l'heure actuelle, le Machine Learning n'est donc pas une solution viable pour lutter contre le fléau des Fake News...

Source
Usbek & Rica
Pablo Maillé
9 janvier 2020

8. Taïwan : les fake news parasitent l'élection présidentielle

Prévues ce samedi 11 janvier 2020, les élections présidentielle et législative à Taïwan sont l'objet de campagnes massives de désinformation. Les fausses nouvelles les plus populaires sont le plus souvent favorables au camp pro-Pékin, même si elles ne proviennent pas forcément du pouvoir central chinois.

Ce n'est plus une surprise pour personne, chaque élection est désormais soumise à des tentatives de manipulations en ligne et de diffusion massive de fake news. Affaires Cambridge Analytica dans le cadre du Brexit au Royaume-Uni et de l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016, campagnes de désinformation menées sur WhatsApp par des entreprises favorables à Jair Bolsonaro pour le faire élire président du Brésil en 2018... Depuis quelques semaines, c'est du côté de Taïwan et de ses élections présidentielle et législative, prévues simultanément ce 11 janvier 2020, que les regards se tournent.

Fake news homophobes

Le média spécialisé *Quartz* évoque par exemple le cas d'un article devenu récemment viral sur les réseaux sociaux, affirmant que le Parti démocrate progressiste (DPP) au pouvoir aurait dépensé près d'un million de dollars pour organiser la Taïwan Pride qui s'est tenue fin octobre 2019 à Taipei, la capitale. Une assertion complètement infondée, puisque ce sont les organisations à l'origine de la marche qui financent elles-mêmes son organisation, sans avoir recours aux partis politiques. « *Souhaitez-vous vraiment que vos enfants ressemblent à ça ?*, interroge l'illustration de l'article. *Est-ce ainsi que vous allez voter ?* »

Pour un pays souvent considéré comme « *le plus LGBT-friendly d'Asie* » (il était devenu le premier du continent à légaliser le mariage pour tous en mai 2019), la popularité de telles fausses informations aux accents homophobes peut surprendre. Elle s'inscrit pourtant, selon l'article de *Quartz*, dans la continuité d'une longue série de « *fake news* » du même genre, qui visent à discréditer la présidente en poste et candidate à sa propre succession Tsai Ing-wen, elle-même membre du Parti démocrate progressiste (DPP).

Favorable au maintien de l'indépendance du territoire, Tsai Ing-wen est opposée pour cette élection à son principal rival Han Kuo-yu, candidat du parti KMT (Kuomintang), qui soutient quant à lui le principe d'« *un pays, deux systèmes* » défendu par Pékin (et plaide donc en faveur d'un rapprochement avec le pouvoir chinois). Pour rappel, la Chine continentale et Taïwan sont dirigés par des régimes différents depuis 1949, et la fuite sur cette île des nationalistes de Tchang Kai-shek après leur défaite face aux troupes communistes de Mao.

Les deux gouvernements se considèrent donc comme la seule véritable « *Chine* », ne laissant la possibilité aux autres pays du monde que d'en reconnaître une seule. Et si les élections présidentielles taïwanaises se tiennent au suffrage universel direct depuis 1996, seule une poignée d'Etats et d'institutions reconnaissent aujourd'hui au pays son statut indépendant. Preuve de l'influence exercée par Pékin en la matière, le géant français du luxe Dior avait dû s'excuser publiquement en octobre 2019 après l'utilisation par une employée d'une carte de Chine « *omettant* » l'île de Taïwan.

Désinformation massive

Au-delà des insinuations homophobes, la campagne électorale taïwanaise est, de l'avis de tous les spécialistes du sujet, soumise à d'intenses offensives en matière de désinformation. Sur Line (l'application de messagerie la plus populaire dans le pays) et Facebook, notamment, des fausses nouvelles sont relayées par l'intermédiaire de groupes de messagerie fermés, souvent familiaux, qui rendent d'autant plus difficile leur blocage. Parmi les plus populaires, « *Le doctorat de la présidente Tsai Ing-wen est un faux* » ou « *Les militants pro-démocratie à Taïwan et Hong Kong sont d'origines vietnamienne et japonaise* ».

« *C'est ma quatrième élection présidentielle à Taïwan et c'est de loin la pire*, s'inquiète sur Twitter J. Michael Cole, membre du Global Taiwan Institute. *Personne ne parle de politique [et] l'atmosphère est inondée par la désinformation. [Cela] produit de l'absurdité et cause d'énormes dégâts pour la démocratie. Je ne peux qu'espérer que Taïwan en sortira grandi une fois que nous en aurons fini.* »

Scruté de près et dénoncé pour son inaction ces dernières années, le réseau social créé par Mark Zuckerberg a spécialement installé une « *war room* » à Taipei pour lutter contre leur propagation. En décembre, le géant américain annonçait avoir déjà supprimé 118 pages, 99 groupes et 51 comptes basés à Taïwan, sans donner plus de précision sur leur orientation idéologique.

De part et d'autre du spectre politique, les dirigeants dénoncent en tout cas l'influence du phénomène sur leurs agendas respectifs. Lien Yi-ting, porte-parole de Tsai Ing-wen, a déclaré que la désinformation avait été un « *défi très important* » lors de ces élections, tandis que des représentants de l'opposition ont assuré que leur leader Han Kuo-yu avait été « *la première victime* » de fausses nouvelles.

Riposte de la société civile

À la veille du 1^{er} janvier, le parlement avait intégré de nouvelles dispositions dans le Code pénal du pays, qui prévoit désormais des peines maximales d'environ deux ans de prison et 6 600 dollars d'amende pour diffusion de fausses nouvelles.

De son côté, la société civile taïwanaise s'organise depuis plusieurs mois pour endiguer le problème. Un bot baptisé Cofacts a été créé par g0v (une plateforme en ligne à but non lucratif créée par des hackers) pour aider les citoyens à vérifier la crédibilité de n'importe quelle source sur laquelle ils pourraient avoir un doute. Autre exemple, lors du dernier débat présidentiel retransmis à

la télévision, les sites d'information READr, The News Lens et Taiwan Environmental Information Association ont participé à un projet commun de vérification des déclarations des candidats en direct. Résultat : d'après leur décompte, 92 % des affirmations de Tsai Ing-wen étaient correctes, contre seulement 40 % pour le candidat du Kuomintang Han Kuo-yu (et 25 % pour James Soong, du petit parti Qinmindang).

L'enjeu est identique au niveau local : comme le relève *The Straits Times*, un groupe d'habitants de la ville de Taichung, située au centre-ouest de l'île, a fondé Fakenews Cleaner, une association organisant des conférences sur l'éducation aux médias. Son but est surtout de sensibiliser les personnes âgées, souvent plus promptes à croire des publications face auxquelles elles ne disposent pas forcément des repères nécessaires. Valérie Wang, une citoyenne taïwanaise de 29 ans citée par le média, exprime ainsi son exaspération face à ses conversations familiales sur Line, où son père relaie sans vérifier des fausses nouvelles qui lui sont transmises par ses amis. « *C'est un problème qui concerne davantage les parents et les anciennes générations* », nous confirme une étudiante à la National Chengchi University (NCCU) de Taipei.

La Chine pointée du doigt

Sans surprise, c'est principalement la Chine qui est pointée du doigt face à cette recrudescence des fausses nouvelles depuis le début de la campagne. Une étude récente du V-Dem Institute, basé à l'Université suédoise de Göteborg, montre que « *parmi les démocraties qui sont la cible de campagnes étrangères de désinformation en ligne, les plus touchées sont Taïwan, les États-Unis, la Lettonie et de nombreux pays de l'ancien Bloc soviétique* ». Selon le rapport, l'île indépendante est tout simplement « *l'une des principales cibles* » de Pékin. D'après Jyan Hong-wei, directeur du département de la cybersécurité du pays, Taïwan est la cible d'environ 30 millions de cyberattaques par mois, dont la moitié proviendrait du territoire chinois.

Pour autant, toutes les fausses nouvelles pro-Pékin (ou, a minima, en faveur du candidat du KMT) sont loin d'être diffusées uniquement par l'intermédiaire de « *cyberattaques* » directement commanditées par le Parti communiste chinois. « *La Chine a recours à plusieurs moyens pour pousser la désinformation, insiste le spécialiste Jarvis Chiu dans les colonnes du Guardian. Les producteurs de contenus ne se contentent plus de produire des fausses nouvelles ; ils manipulent de plus en plus les opinions.* »

Comprendre : les partisans d'un rapprochement avec Pékin passent aussi par des techniques très subtiles pour faire avancer leurs intérêts. Recherches artificiellement gonflées pour influencer dans un second temps les résultats d'un algorithme de recherche, cascade de commentaires postés sous un article pour déplacer l'objet du débat, achat de faux likes... « *La Chine n'abandonnera pas ce genre de pratiques, prévient l'analyste. Elle y aura de plus en plus recours parce qu'elles ne sont pas militaires et, par conséquent, n'attirent pas vraiment l'attention de la communauté internationale.* »

Rarement initiées par le pouvoir central chinois, ces démarches sont en réalité souvent le fait d'individus plus ou moins isolés, qu'ils soient basés à Taïwan ou en Chine. Une enquête du *New York Times* détaille ainsi la façon dont les « *trolls* » pro-Pékin amplifient des rumeurs qui circulent déjà à Taïwan, ou encore comment certains influenceurs Instagram font passer subtilement leurs messages à travers des selfies a priori anodins.

Difficile de savoir dans quelle mesure ce genre de manipulations « *discrètes* » influenceront véritablement les résultats des élections. Tsai Ing-wen reste largement en tête des sondages les plus récents. De nombreux jeunes Taïwanais étudiant à l'étranger, pour leur immense majorité favorables à l'actuelle présidente, se préparent d'ailleurs à rentrer spécialement dans leur pays pour pouvoir participer au vote. Dans un contexte de bras de fer entre le gouvernement et la rue à Hong Kong, où les manifestations pro-démocratie ne faiblissent pas, nul doute que l'issue du scrutin sera scrutée de près par Pékin.

9. Comment fonctionnent les « fermes à clics » ?

Les fermes à clics créent un marché noir de la notoriété en vendant du like et du partage. Payer pour doper la popularité d'une marque ou d'un homme politique : la pratique renforce les fake news. Avec des faux comptes de plus en plus difficiles à détecter, elle risque de perdurer.

L'artiste du moment que tout le monde écoute, l'article partagé des milliers de fois en quelques jours ou le nouveau produit si bien noté : voilà le genre de tendances très visibles sur les réseaux

Source
Les Inrockuptibles
Simon Chodorge
19 juin 2017

sociaux... et qui peuvent être facilement manipulées. Notamment grâce aux fermes à clics.

Les partages et les likes sont devenus des indicateurs des phénomènes politiques, sociaux et économiques. Le problème : ils ne sont plus si fidèles à la réalité. Il est relativement simple et peu onéreux de se procurer des *likes*. Sur le site de microservices 5euros.com, un compte propose par exemple de fournir 2000 abonnés Instagram pour 5 euros. Une offre plus prégnante dans les pays émergents, où le prix de la main d'œuvre et de la téléphonie sont peu élevés.

Un jeu de notoriété pour les entreprises

Le 12 juin, la police thaïlandaise découvrait une ferme à clic et dévoilait l'envers des réseaux sociaux. Une ferme peut simplement consister en un ordinateur et des capacités de *hacking*. Mais pour certains réseaux chinois, comme WeChat, créer un compte nécessite un numéro de téléphone portable.

Ici, les éleveurs de faux profils ont vu les choses en grand. Dans une maison louée par trois Chinois, près de 500 téléphones posés sur des étagères forment un mur d'écran. Dans des boîtes en carton, 350 000 cartes SIM sont ligotées avec des élastiques. Quelques ordinateurs pour orchestrer le tout et la gonflette a pu suivre son cours.

Selon la police locale, les trois Chinois arrêtés manipulaient les statistiques de certaines marques sur la plateforme WeChat. Le réseau compte plus de 800 millions d'utilisateurs à ce jour. Ils peuvent l'utiliser pour commander de la nourriture, acheter des tickets d'avion ou appeler un taxi.

Le dispositif peut paraître absurde mais il est lucratif. À la fois pour les petites mains derrière l'opération : ils auraient été payés 4400 dollars par mois selon la police locale. Mais aussi pour les marques qui ont commandé ces likes comme l'explique Tristan Mendès France, spécialiste des nouvelles cultures numériques :

« C'est un jeu de notoriété. Il est d'autant plus important aujourd'hui que le commerce se fait de plus en plus en ligne et que le consommateur est un peu à l'aveuglette. Les seuls éléments dont il dispose c'est quelque chose qui relève de la popularité. »

Une pratique à double tranchant pour les marques. En agrégeant des faux likes, les entreprises simulent certes une popularité, mais elles se privent aussi d'informations précieuses sur leur clientèle, rendant nulles les statistiques fournies par des plateformes comme Facebook.

48 millions de faux comptes sur Twitter

En 2015, la plateforme de microblogging chinoise, Weibo, lançait une campagne d'éradication de ces « fans zombies ». Mailman Group, une agence spécialisée dans le digital, donnait alors un aperçu de la proportion de faux fans découverts pour certains comptes. Sur ses 10 millions de fans, la chanteuse de pop chinoise Wei Wei en avait perdu 8 millions en une semaine. Le compte de la NBA, 323 000 ; et la compagnie aérienne Spring Airlines, 175 000.

Le problème est loin d'être confiné aux réseaux chinois. Selon une étude des universités de Caroline du Sud et de l'Indiana parue en 2017, Twitter compte 48 millions de comptes « robots » sur ses 319 millions d'utilisateurs. Et en avril, peu avant l'élection présidentielle française, Facebook annonçait la désactivation de 30'000 faux comptes propageant des fausses informations.

Un risque de manipulation politique

Les fermes à clics peuvent manipuler la notoriété des marques, mais elles sont d'autant plus inquiétantes qu'elles peuvent être l'instrument d'hommes politiques ou d'états.

« Des masses significatives de faux comptes sur Twitter sont créés pour augmenter la résonance de fausses informations, remarque Tristan Mendès France. La citoyenneté va de plus en plus s'exprimer en ligne. Si des masses de faux comptes sont activées, il peut y avoir un impact sur les processus démocratiques. C'est d'ailleurs, peut-être, ce qui s'est passé avec l'élection de Donald Trump. »

En 2015 déjà, le Business Insider s'étonnait de ne voir que 42 % d'Américains dans les abonnés de Donald Trump sur Facebook. Le restant venant de pays en développement comme les Philippines, la Malaisie, ou l'Indonésie, des pays susceptibles d'abriter des fermes à clics.

Quels remèdes légaux ?

Pour la loi, la qualification des fermes à clic peut être difficile. Les trois Chinois arrêtés, par exemple, ne sont poursuivis pour l'instant que pour travail sans permis et contrebande de cartes SIM. Mais en France les textes existent selon Luc-Marie Augagneur, avocat spécialisé dans l'économie numérique :

« Ça devrait être considéré comme de la publicité trompeuse. Ce qui est difficile à appréhender pour le droit c'est que le moment où survient la tromperie n'est pas à la vente mais avant, au moment où la marque gonfle sa réputation. Donc on pense que le droit de la consommation n'a pas à s'appliquer pourtant c'est bien une pratique commerciale déloyale. Mais ça reste plus difficile à adopter pour des hommes politiques. »

Pour l'avocat, la difficulté est surtout dans l'identification et la répression du phénomène : « *Les fermes à clic sont presque toujours dans des pays pas très accessibles, avec lesquels il n'y a pas de coopération sur ce sujet. Les autorités françaises peuvent être capables de détecter quand il y a des faux followers, en revanche pour retrouver l'origine elles vont être totalement démunies. Dès qu'il y a des éléments d'extraterritorialité, les enquêtes s'arrêtent rapidement dans ce genre d'affaires.* »

Une future police d'humanité ?

La principale réponse, pour l'instant, vient donc des réseaux sociaux eux-mêmes qui représentent des « *usines à clics légales* » et qui sont directement menacées par les fermes comme le fait remarquer Tristan Mendès France :

« C'est leur *business plan* qui est attaqué car elles mêmes vendent du clic aux entreprises. Elles développent déjà des outils algorithmiques pour essayer d'identifier des profils qui sont potentiellement faux. On est parti dans une guerre avec d'un côté une chasse algorithmique et de l'autre des tentatives de plus en plus sophistiquées pour essayer de contourner ces algorithmes d'identification. »

Avec des faux comptes de plus en plus complexes, capables de s'abonner à plusieurs pages thématiques pour être cohérents, le problème des fermes à clics risque de perdurer et de rester difficile à estimer. Avec la part fictive d'activité sur internet qui va avec. « *C'est un symptôme de l'identité sur internet : Il y aura toujours un doute, sauf avec des systèmes de biométrie extrêmement compliqués et liberticides permettant de vérifier qui est derrière un compte* », avoue Tristan Mendès France.

« Je crois que le film *Blade Runner* a été visionnaire avec sa police qui essaye de faire la différence entre les humains et les répliquants. Dans l'avenir, si ce n'est pas déjà le cas, on pourrait avoir une sorte de police d'humanité dont le rôle est d'estimer le caractère humain ou non de l'identité qu'on est en train de côtoyer. C'est à la fois fascinant et vertigineux. »

Source
letemps.ch
 Marie-Amaëlle
 Touré

21 décembre 2021

10. Comment la Chine répand ses campagnes de désinformation à travers le monde

Des documents consultés par le « New York Times » détaillent comment les autorités chinoises installent leur récit et propagande au niveau mondial. Via de faux comptes Facebook et Twitter, le gouvernement tente de redorer son image et fait la guerre à ses opposants.

Diffusion de propagande, volonté de forger l'opinion, dans les médias sociaux internationaux... Des documents consultés par le *New York Times* révèlent l'étendue de la campagne de désinformation menée par Pékin. « Les autorités chinoises font appel à des entreprises privées pour générer du contenu à la demande, attirer des abonnés, suivre les critiques et fournir d'autres services pour les campagnes d'information. Cette opération se joue de plus en plus sur des plateformes internationales comme Facebook et Twitter, que le gouvernement chinois bloque chez lui », souligne le quotidien américain dans une enquête publiée lundi.

Les campagnes de désinformation chinoises ne se bornaient jusqu'ici, qu'aux médias sociaux locaux tel que Weibo, équivalent de Twitter. Le mois dernier, les autorités pékinoises avaient supprimé, en moins de vingt minutes, le long récit de Peng Shuai dans lequel la championne de tennis accusait notamment l'ancien vice-premier ministre, Zhang Gaoli, de l'avoir violée. « Ce n'est que récemment que les responsables et l'industrie de la gestion de l'opinion ont porté leur attention au-delà de la Chine », souligne le *New York Times*.

Achat d'influence

Le 21 mai dernier, un des services de la police de Shanghai a publié une offre d'emploi sollicitant les services d'entrepreneurs privés pour « gérer » l'opinion publique. Consultée par le quotidien américain, l'annonce précise que les fournisseurs « doivent présenter aux acheteurs des comptes sur des réseaux sociaux à l'étranger à tout moment. Les plateformes comprennent Twitter ou encore

Facebook. Le fournisseur doit présenter environ 300 comptes par mois sur chaque plateforme». En août dernier, Facebook a procédé à la suppression de 500 comptes après la diffusion de fausses informations relatives à Wilson Edwards, un prétendu biologiste suisse qui défendait Pékin bec et ongles en fustigeant la puissance américaine, qu'il accusait de vouloir influencer l'enquête de l'OMS sur les origines du coronavirus. L'ambassade de Suisse à Pékin avait alors révélé qu'il n'existait aucun citoyen suisse au nom de Wilson Edwards.

« Les comptes robotisés, tels que ceux que la police de Shanghai a achetés, ont entraîné une augmentation du trafic en ligne pro-chinois au cours des deux dernières années. Parfois, ces comptes renforcent les comptes officiels du gouvernement avec des *likes* ou des rediffusions. D'autres fois, ils attaquent les utilisateurs de médias sociaux qui critiquent les politiques gouvernementales », appuie le *New York Times*.

Méthode plus sophistiquée

Si le contrôle de l'Internet chinois se résumait principalement à des profils robotisés, les autorités tentent désormais d'améliorer leur stratégie de surveillance à travers des comptes mieux engagés. Les comptes en question disposent alors de véritables abonnés et peuvent être utilisés à la guise du gouvernement. « Cet engagement plus profond confère de la crédibilité aux faux comptes à un moment où les sociétés de médias sociaux suppriment de plus en plus de comptes qui semblent inauthentiques », poursuit le *New York Times*.

En 2018, la police de l'Internet chinois a entamé une chasse aux derniers détenteurs de l'application Twitter dans le pays, les forçant à supprimer leurs comptes. « Maintenant, la campagne s'est étendue aux citoyens chinois qui vivent en dehors du pays. Le document explique comment la police de Shanghai veut découvrir l'identité des personnes qui se cachent derrière certains comptes et retracer leurs liens avec le continent. Ses agents peuvent ensuite menacer les membres de leur famille restés en Chine ou détenir les titulaires de comptes lorsqu'ils entrent dans le pays, afin de contraindre les critiques en ligne à supprimer des messages, voire des comptes entiers », détaille le journal américain. L'ensemble des documents consultés par le *New York Times*, accessibles en ligne, ont été supprimés après que le quotidien a contacté les autorités chinoises à leur sujet.